

Termes de référence pour la recherche

## ETUDE SUR LES VULNERABILITES DANS LE SECTEUR MINIER AU SENEGAL

(Dakar, Thiès, Matam, Kédougou et Diourbel)

Mots-clés : Gouvernance des industries extractives, externalités négatives, impact-socio environnemental, économie, savoirs locaux, genre, zones éco-géographiques.

### 1. OBJET ET CONTEXTE

En 2022, Oxfam au Sénégal a lancé le projet **Ford Climate Media Collaborative** dont l'objectif est Le secteur extractif au Sénégal, bien que vital pour l'économie nationale, présente de nombreuses externalités négatives qui affectent les droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels des communautés vivant dans les zones extractives. Documenter ces impacts est essentiel pour formuler des recommandations politiques et des actions de plaidoyer.

Le sous-sol du Sénégal dispose d'un potentiel géologique et minier important avec une grande diversité de substances minérales comprenant des métaux précieux (or et argent), des métaux de base (fer, cuivre, chrome, nickel), des minerais et matériaux industriels (phosphate, calcaire, argiles, etc.), des minéraux lourds (zircon et ilménite), des pierres ornementales (marbre, granite, etc.)<sup>1</sup> et des matériaux de construction (basalte, calcaire, grès, sable, latérite), etc. Le Sénégal ambitionne de faire du secteur minier l'un des piliers du développement durable du pays (Rapport ITIE, 2022).

Ainsi en 2012, le Gouvernement du Sénégal avait adopté le Plan Sénégal Émergent (PSE) avec pour vision la stimulation de la croissance économique, l'amélioration du bien-être des populations, la consolidation de l'État de droit et le renforcement de la sécurité, la stabilité, la gouvernance, la protection des droits et des libertés. De ce fait, le secteur extractif occupe une place prépondérante dans les projets phares du Plan Sénégal Émergent (PSE) et figure parmi les six (6) secteurs prioritaires identifiés par le Gouvernement du Sénégal pour porter la croissance du pays à 9% d'ici 2025.

A l'échelle du territoire national, les régions de Thiès, Kédougou, Dakar et Matam sont présentées comme celles dont la valeur ajoutée est plus considérable, tandis que les régions de Saint Louis et Fatick sont en passe de devenir dans les prochaines années l'une des principales zones de production d'hydrocarbure de la sous-région. La place importante qu'occupent les industries extractives dans le tissu économique de ces régions, contraste fortement avec les nombreuses suspicions dont elles font l'objet surtout sur le plan social. En effet, même si les réalités socioculturelles de Thiès et de Dakar voire de Kédougou et Matam sont différentes, nombreuses sont les contestations de populations riveraines des zones d'exploitations de mines ou de carrières. Ce constat révèle un mal être ressenti par les populations qu'il serait important d'analyser rigoureusement pour en déceler les causes exactes. Parallèlement, les compagnies minières, malgré la récurrence des revendications des communautés locales pour l'amélioration de leurs conditions socio-économiques, soutiennent faire des investissements considérables en faveur du développement des localités où elles sont établies.

En effet, la défaillance voire les ambiguïtés dans la gouvernance des ressources naturelles, notamment minière, dans les collectivités locales des zones extractives, prennent souvent leurs sources dans :

<sup>1</sup> Note sur les quantités produites et les réserves ; ref. <http://itie.sn/aperçu-du-secteur/>

- L'inexistence de consultations inclusives et fréquentes entre les multinationales et les communautés locales ;
- L'absence d'une politique de contenu local inclusive ;
- La faible connaissance de l'existence des nombreux avantages et/ou opportunités offerts par les multinationales en termes de contenu local ;
- Le manque de rigueur dans la gestion des ressources issues de l'exploitation des ressources minérales (fonds RSE et fonds de développement local) ;
- L'absence de plaidoyer des collectivités locales pour une redistribution des fonds de péréquation ;
- L'absence d'une franche politique de discrimination positive des entreprises au profit de l'employabilité et de l'emploi des jeunes et des femmes des localités où elles opèrent ;
- Le faible investissement dans les services sociaux de base ;
- La faiblesse des barèmes d'indemnisation des populations délocalisées ;
- La destruction de sites culturels ou symboliques aux yeux des communautés ;
- La faible application des textes régissant la protection de l'environnement à l'échelle locale ;
- etc.

Le secteur extractif au Sénégal, notamment le secteur minier, joue ainsi un rôle crucial dans l'économie nationale, mais il est également associé à diverses vulnérabilités sociales, économiques, culturelles et environnementales. Pour promouvoir la transparence, la responsabilité et le développement durable, il est impératif de produire un rapport alternatif de la société civile qui mette en lumière ces vulnérabilités<sup>2</sup>. C'est tout l'intérêt de ce projet de recherche portant sur les vulnérabilités dans le secteur minier au Sénégal initié par la coalition nationale Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) et Oxfam au Sénégal, et financé par l'Agence Française de Développement dans le cadre du projet A Egalité Phase II.

## 2. PUBLIC CIBLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

**Public : Communautés des zones minières, Médias, décideurs publics (gouvernement, démembrements de l'Etat, collectivités territoriales, bailleurs), OSC dans le domaine des industries extractives et du climat**

Oxfam et Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) souhaitent que cette étude produise des informations originales et pertinentes sur l'impact des entreprises minières dans les territoires et les communautés d'accueil.

Les industries extractives ont un immense potentiel pour stimuler la croissance, soutenir le développement durable et réduire la pauvreté dans les pays en développement. Pourtant, la contribution réelle des industries extractives au développement durable dans les pays riches en matières premières a souvent été entravée par des problèmes financiers, économiques, de

---

<sup>2</sup> Une revue de littérature détaillée et analysée, partie intégrante de la méthodologie de recherche (voir *infra*), reviendra sur la littérature existante et ses principaux enseignements. A titre indicatif, on peut citer le rapport de l'OFNAC, *Etude sur les vulnérabilités à la corruption dans le secteur extractif au Sénégal*, décembre 2021 ; *Nigeria Climate Vulnerability Profile*, [nigeria climate vulnerability profile jan2013.pdf \(climatelinks.org\)](https://www.climatelinks.org/nigeria-climate-vulnerability-profile-jan2013.pdf) ; United Nations, *Transforming Extractive Industries for Sustainable Development*, [sg\\_policy\\_brief\\_extractives.pdf \(un.org\)](https://www.un.org/sg-policy-brief-extractives.pdf).

gouvernance, sociaux et environnementaux.

Les résultats de l'étude permettront d'établir une situation de référence des externalités négatives du secteur minier grâce à des données probantes. Ils fourniront également des solutions et des recommandations concrètes, réalistes et progressistes pour répondre aux préoccupations immédiates des populations, compte tenu de l'importance croissante de l'activité minière et de ses incidences sur la vie des communautés vivant dans les zones minières.

Par ailleurs, les OSC et acteurs étatiques devraient avoir des pistes d'action précises pour améliorer le suivi des obligations des sociétés minières, mais de manière plus générale pour poser les jalons d'une exploitation juste, durable, et harmonieuse des ressources minières dans le but de construire une économie inclusive qui profite aux communautés locales.

Ainsi, Oxfam et PCQVP comptent faire des résultats de cette étude un important vecteur de sensibilisation et de plaidoyer à l'endroit de toutes les parties prenantes impliquées dans le secteur extractif, économique et climatique.

### 3. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

#### 3.1. Objectif principal

L'objectif principal de cette recherche consiste à documenter les externalités négatives des industries extractives et des exploitations minières artisanales et à petite échelles (EMAPE) sur les droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels des communautés vivant dans les zones extractives au Sénégal.

#### 3.2. Objectifs spécifiques

- Identifier et analyser les impacts économiques de l'industrie minière sur les communautés locales, avec un accent particulier sur les défis du contenu local et de l'effectivité des transferts infranationaux.
- Évaluer les conséquences sociales des activités extractives (déperdition scolaire, dégradation des mœurs et des valeurs sociales, les droits des travailleurs et la protection sociale dans les sites miniers, les conflits intercommunautaires, les VBG dans les sites d'orpaillage, les conflits sociaux, les pertes de terres, la problématique des délocalisations, etc.), y compris les impacts sur la santé et le bien-être des populations ;
- Examiner les effets environnementaux des industries extractives sur les écosystèmes locaux (pollution de l'eau, de l'air, les défis du changement climatique et de la transition énergétique, les menaces sur la biodiversité, etc.) ;
- Étudier les répercussions culturelles des activités extractives sur les traditions et le patrimoine des communautés locales ;
- Etudier les causes structurelles de la faiblesse de la gouvernance nationale et locale (administration, collectivités territoriales et communautés) face aux industries extractives ;
- Proposer des recommandations pertinentes pour influencer les politiques et les pratiques afin d'atténuer les impacts négatifs identifiés.

### 4. INTÉGRATION DU GENRE

La recherche devra intégrer les principes et les directives de Oxfam en matière de recherche. Voir la directive d'Oxfam [Intégration du genre dans la planification de la recherche](#).

## 5. MÉTHODES DE RECHERCHE

1	Recherche action participative impliquant les antennes de PCQVP au niveau local
2	Méthodes qualitatives
3	Méthodes quantitatives
4	Analyse de données géospatiales
5	Technologie mobile
6	Des réunions de suivi régulières seront organisées avec l'équipe de supervision de la recherche

## 6. CALENDRIER

	DOCUMENTS PRODUITS	DATE PROVISoire
1.	Sélection du consultant	27 août
2.	Soumission d'un rapport d'orientation méthodologique	02 septembre
3.	Lancement de la recherche	Entre le 02 et le 09 octobre
4.	Soumission d'un bref rapport d'étape	Début novembre
5.	Soumission d'un rapport provisoire	Fin novembre
6.	Sessions de révision	Entre décembre et janvier
7.	Soumission d'un rapport final	Mi-janvier
8.	Atelier de restitution	Mi-janvier

## 7. SOUMISSION DES OFFRES

*[Détails des frais de consultation, de déplacement, de recherche sur le terrain, etc., le cas échéant.]*

Les soumissionnaires sont invités à présenter des offres qui doivent comprendre :

### ▪ Offre technique

L'offre technique devra présenter la compréhension du mandat, la méthodologie proposée, un calendrier indicatif des activités à réaliser.

Les groupes de consultants réunissant les différents profils pertinents dans le cadre de cette recherche, notamment un.e expert.e en genre, seront appréciés.

La proposition devra être présentée de manière concise et structurée dans l'ordre suivant de façon à inclure, de manière limitative, les informations suivantes :

- un CV actualisé, avec tous les justificatifs de diplômes et d'attestation justifiant le niveau académique et l'expérience requise (Il peut s'agir d'exemples de travaux similaires réalisés par le soumissionnaire) ;
- la compréhension des besoins et des services attendus, à travers l'interprétation des termes de référence ;
- la méthodologie proposée pour la réalisation de la mission ;
- un plan de travail provisoire avec produits à délivrer et les échéances correspondantes.

### ▪ Offre financière

L'offre financière doit être présentée selon le modèle suivant :

N°	Rubrique	Durée (en jrs)	Coût unitaire (F CFA)	Montant total (F CFA)

## [LIENS]

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en mars 2019.

Élaborer des termes de référence pour la recherche : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/writing-terms-of-reference-for-research-253034>

Intégration du genre dans la planification de la recherche  
<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/integrating-gender-in-research-planning-620621>

Lignes directrices d'Oxfam  
<http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-approach/research/research-guidelines>.

Style Guide for Notes, References, and Bibliographies  
<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/style-guide-for-notes-references-and-bibliographies-252994>

Undertaking Research with Ethics  
<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/undertaking-research-with-ethics-2530>

